

Festival « L'envers de la ville » - Inverses

Jeudi 16 octobre 2014

« L'envers de la ville »

Compte-rendu

20h : Main basse sur la ville (*Titre original : Le mani sulla città*) de Francesco Rosi (1963) – Italie/France – Drame – 105 minutes. VOSTF.

Synopsis : Poussée par l'entrepreneur Nottola, la municipalité de Naples utilise des terrains agricoles pour lancer la construction d'un gigantesque programme immobilier. Les spéculateurs en profitent, mais la proximité du chantier provoque l'écroulement d'une maison ancienne et la mort d'un enfant, ce qui déclenche de vives polémiques au sein du conseil municipal, alors que de nouvelles élections se préparent. Tandis que l'enquête sur l'accident s'enlise, les stratégies électorales s'affinent... Dès lors, quels arrangements politiques, dominés par la Démocratie chrétienne, pourront-ils permettre à la mafia, dans une phase ultérieure, de devenir un acteur urbain incontournable ?

Projection suivie d'une table de ronde animée par Jérôme Tadié et Fabrizio Maccaglia

Présents : Groupe Inverses (Jérôme Tadié, Marie Morelle, Nicolas Bautès, Jean Riveleis, Sébastien Jacquot, Fabrizio Maccaglia, Alexis Sierra) + Fabien Langeau

Public présent à la séance : 88 personnes

Début à **21h 51**

JT : Revient sur le choix du film pour le festival, notamment sur le fait qu'il dépeint dans le fonctionnement de la ville, aussi bien officieux qu'informels.

FM : Ici, le film traite de la spéculation foncière à partir du cas de Naples. Le personnage principal n'est en réalité ni Nottola, ni De Vita mais le plan d'urbanisme qui structure le film. Il structure non seulement la narration et assure l'articulation des événements, mais aussi les relations (de pouvoir, d'affaires, partisans, etc.) : le plan d'urbanisme n'est pas un instrument public de planification, mais un instrument privé de spéculation foncière et immobilière.

En fait, le film est l'occasion pour Rosi d'analyser un système de pouvoir... qui est en train de se mettre en place associant étroitement milieux d'affaires, bourgeoisie et partis de droite et du centre, reposant sur le clientélisme, la corruption et les alliances politiques de circonstance.

JT : On a l'habitude de dire que les films de Rosi sont des documentaires, à cause de la minutie de ses descriptions et de leur caractère quasiment naturaliste, mais en regardant ce film, c'est bien autre chose, n'est-ce pas ?

FM : La dernière phrase du film est à ce sujet très intéressante : « I personaggi e i fatti qui narrati sono immaginari, è autentica invece la realtà sociale e ambientale che li produce » - « Les personnages et faits présents dans ce film sont imaginaires ; en revanche, la réalité sociale et environnementale qu'ils produisent est authentique ». Rosi souhaite faire une fiction documentaire avec en amont tout un travail cinématographique qui



passé par un travail d'enquête et de revue de presse. Il a notamment assisté à des sessions de travail du PCI (Parti Communiste Italien) de Naples et de la Démocratie Chrétienne de la ville. Ce travail fait ainsi écho avec le travail de chercheur qui fait face à un terrain, des archives et qui doit justifier sa position et son argumentation.

JT : Se pose alors la question de la collecte des données. Rosi présente ici un film engagé, sans pour autant être militant, même si la question peut être posée. Il interroge son statut de cinéaste et celui de la politique par le biais de son film.

FM : Il faut savoir que Rosi est socialiste et n'est pas communiste. Il n'est pas dans une posture dénonciatrice ; son cinéma a plutôt une vertu pédagogique. Ce qu'il cherche à mettre en scène c'est la question de la vérité. Il n'a pas la prétention de dire la vérité mais de la rechercher ; il ne donne pas de réponse mais pose des questions et invite le spectateur à s'en poser. Il ne cherche pas uniquement à s'inscrire dans une posture dénonciatrice ; il utilise le cinéma pour faire prendre conscience ce qu'est ce système de pouvoir à ceux qui en sont victimes ou en sont involontairement complices : car il croit en la vertu pédagogique du cinéma, à sa capacité à contribuer à la conscientisation politique.

- Francesco Rosi veut, avec son film, que l'on apprenne à connaître les mécanismes de la démocratie dans laquelle nous vivons : une démocratie qui se réduit à un ensemble de structures qui fonctionnent pour elles-mêmes (répartition des charges, captation des rentes, garantir sa réélection, etc.) et non pour le bien-être et l'émancipation de la collectivité ; une démocratie où les procédures peuvent être parfaitement conformes aux règles mais sans que cela ne garantisse leur caractère juste. On a pu le voir durant la scène où l'expulsion des populations du quartier est décidée et où De Vita leur dit qu'ils ont voté pour les gens qui les mettent à la rue aujourd'hui. Il y a ainsi cette conscientisation politique qui est ainsi effectuée. Rosi cherche à introduire de la transparence dans un système qui ne l'est pas.

JT : Rosi montre la politique dans la ville à travers des lieux spécifiques comme les antichambres, mais aussi via des personnages qui animent l'espace : les mères de famille, les militants. Il n'hésite pas également à montrer une société politique structurée par des collusions entre milieux d'affaires, bien publics et les relations de clientélisme entre les populations et le gouvernement (ex de la scène de distribution de l'argent).

Intervention du public : L'homme a eu l'impression d'une dualité dans le film entre ville visible et ville souterraine, avec une société politique illisible presque comme la ville, traduite par des prises de positions différentes entre la droite et le centre. Le seul ayant une prise de position statique (comprendre qui ne varie pas) à travers le film reste De Vita.

JT : revient sur l'importance des lieux où se prennent les décisions politiques : antichambres, casinos, appartements privés.

Intervention du public : évoque le peuple filmé. Qui est-il ? Impression d'un sentiment de souffrance. Est-ce un peuple passif ? De plus, l'homme revient sur la société napolitaine, ici dépeinte comme provoquant une certaine cacophonie. L'analyse d'un point de vue sonore est en effet révélatrice à cet égard : musique forte synthétise cela avec l'impression d'une vague, de l'arrivée de chars, le tout renforcé par les images d'une ville monstre.

Autre intervention du public : aimerait parler du côté engagé et notamment du discours de De Vita qui suggère la force d'une menace de la population. La femme en question a trouvé que Rosi faisait une belle part à ce député et pose la question de quelle place donner à cette menace populaire dans le jeu politique transcrit par le film. Elle se demande par ailleurs si cette violence politique ne serait pas l'expression d'une légitimité de la part des partis.

JR : Souhaite intervenir sur la notion d'informalité politique et voir comment s'expriment des stratégies de contournement, de corruption, d'alliances de circonstance qui sont les reflets de la réaction du peuple. On a toute



la dimension du vote en fonction d'un intérêt avec ici la naissance de la démocratie. Cette démocratie est empreinte de stratégies informelles qui ne peuvent plus s'exprimer et qui conduit à la corruption. Et c'est cette rupture du pacte qui va engendrer et montrer de la violence, avec des acteurs criminels ou intégrés au système.

NB : Revient sur la question de l'idéalisation de la figure du défenseur qui pose la question de la résistance, un problème épineux dans le film. Cela transparaît dans les arguments d'une droite violente envers le socialisme et d'une déroute de la figure du défenseur. C'est véritablement la rhétorique de la rénovation urbaine qui prend le dessus dans les discours. Il s'agit de ne pas uniquement lire ce film à travers la société italienne avec le stéréotype d'une société bruyante, cacophonique. Voir aussi la dimension de silence qui règne.

FM : Précise que Rosi n'a fait jouer que deux/trois acteurs professionnels dont De Vita et Nottola. On a ainsi la sensation d'un conseil municipal qui est vivant et où se recrée le manichéisme droite/gauche, qui transcrit la recomposition du paysage politique italien et européen de l'époque.

JT : Retour sur le fait que le film ne fait pas la défense d'un peuple abusé mais d'un peuple acheté. Il pose la question du clientélisme comme unique moyen pour le peuple de faire entendre sa voix.

SJ : Ceci transparaît à la fois comme une limite et une force où l'on présente un monde politique en vase clos coupé du peuple, ce qui n'est d'ailleurs pas uniquement vrai qu'à Naples. Cela fait écho aux travaux sur la rénovation urbaine dans les années 1960 en France, avec cette idée que les perdants s'invisibilisent.

JT : Ce sont également des thèmes, tel le clientélisme, que l'on retrouve ailleurs comme à Jakarta où les députés viennent distribuer de l'argent dans les quartiers populaires.

SJ : Rebondit sur la remarque concernant le manichéisme du film, vrai surtout du côté droit. De l'autre côté, on a le lyrisme de De Vita, presque touché par quelqu'un dont le jeu le dépasse. Toute une collusion entre intérêts publics et privés s'opèrent dans un registre de substitution. Les intérêts privés tentent ainsi de s'inféoder à la volonté politique.

NB : Il y a aussi des acteurs plus délicats à voir comme les figures des médiateurs ; ces personnes qui donnent un rôle clé et qui font office d'agents de médiation.

JR : Reste aussi à voir le grand acteur absent du film : la mafia. Elle existe mais n'a jamais encore émergé. On est dans la rupture du pacte de loi comme justification à la répression. On a les fondements de la future mafia qui apparaissent. Le promoteur va être associé aux mafieux qui deviennent ainsi ses actionnaires et l'on a l'image d'une ville qui se construit petit à petit à partir du blanchiment d'argent (exemples de Cancun ou Acapulco au Mexique).

Intervention du public : L'homme, italien d'origine, précise que la mafia existe déjà mais que le terme est encore absent. Elle n'apparaît que sous cette appellation lors de l'opération Mains Propres de 1992. Il précise que ces questions sont toujours d'actualité, notamment avec l'avènement de l'Exposition Universelle de 2015. Il rajoute que tous les partis politiques sont enveloppés dans un système mafieux qui existait déjà à l'époque du film et qui persiste encore aujourd'hui.

JR : Précise que la Démocratie Chrétienne n'existe plus aujourd'hui.

Intervention du public (même homme que précédemment) : Certes, les partis politiques n'existent plus, mais les hommes politiques eux existent toujours.

SJ : Revient sur les signes mafieux qui transparaissent dans le film (la bise partagée dans l'antichambre du conseil municipal par exemple) qui sont des signes évidents d'une présence en filigrane de la mafia.



Intervention du public (même homme que précédemment) : Revient sur le manichéisme droite/gauche du début du film. Pour lui, Rosi a prévu ce qui apparaîtrait jusqu'aux années 1990 avec cette démocratie partagée entre droite et gauche.

JT : Change de thématique avec l'idée d'aborder la notion de loi et la définition qui est dépeinte à travers le film. On a l'image d'une loi qui défend des intérêts particuliers avec des mécanismes d'affluence. Il existe aussi des arrangements pour contourner et transgresser et cela pose la question de comment s'arranger pour ne pas être réprimé. Par ailleurs, d'autres normes s'entrechoquent avec la loi (église, clergé, loi morale, ...).

Intervention du public : Pour cette femme, la loi n'est pas un enjeu du film. Elle ne change finalement pas grand-chose à la donne, d'autant que l'Église vient adouber ces décisions sociales (scène finale de la première pierre des travaux).

FM : La loi est censée régler l'intérêt général mais en fait elle structure les intérêts privés. Cet intérêt général n'existe pas et est confisqué/monopolisé par un groupe. La loi devient comme un instrument qui est utilisé. Il faut bien voir qu'il n'y a pas d'irrégularités ici, on est présence d'un permis de construire, de procédures administratives diverses, ... Tout est fait dans la loi pour mieux en sortir.

Rosi travaille sur ces coquilles vides, ces structures dépolitisées même s'il filme tout autant le conseil municipal.

SJ : Retour sur cette idée que la loi est utilisée comme un moyen pour contrer les autres.

FM : Insiste sur cette dimension de la loi comme seul et dernier moyen/recours.

Fin à 22h32

